

Les dix petits maigres à Biarritz

Craignant d'être marginalisés, les petits pays de l'UE se sont rebellés.

Biarritz envoyés spéciaux

L'affrontement entre «grands» et «petits» pays de l'Union européenne a finalement eu lieu. Au milieu du sommet «informel» de Biarritz, les couteaux ont été tirés au dîner de vendredi soir, réservé aux seuls chefs d'Etat et de gouvernement. Les échanges, n'a pas caché le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, ont été «très fermes, très vifs, parfois passionnels». L'enjeu de ces agapes n'était rien d'autre que le pouvoir dans l'Union de demain: chaque Etat membre pourrait-il garder un représentant national au sein de la Commission européenne, l'exécutif communautaire? Et quel sera le poids de chaque pays au sein du Conseil des ministres, l'organe qui vote les «lois» européennes? Les dix «Petits» se sont révoltés contre la volonté des cinq Grands (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Ita-

lie et Espagne) de réduire leur influence au sein de ces deux institutions clés. «Ce que vous voulez, c'est le pouvoir.»

Guy Verhofstadt, Premier ministre belge, aux cinq «grands» pays

«Agressés». Après les progrès enregistrés vendredi (Libération des 14-15 octobre) sur l'extension du vote à la majorité qualifiée et les «coopérations renforcées», ce regain de tension a douché l'optimisme affiché par la présidence française au premier jour du sommet. Mais mieux valait avoir cette explication à 58 jours du sommet de Nice, qui doit conclure en décembre la Conférence intergouvernementale (CIG), chargée de réformer les institutions communautaires. «Si le dîner de Biarritz avait eu lieu à Nice, on aurait sans doute eu un Traité de Göteborg (en juin 2001 en Suède, ndr), maintenant nous aurons peut-être un traité de Nice», a admis Juncker. «On s'est senti agressés», résume un diplomate finlandais, surtout «quand Jacques Chirac nous a dit que si on n'acceptait

pas une Commission comportant moins de commissaires que d'Etats membres, on serait responsables du report de l'élargissement». Le président de la République ne s'est pas arrêté en si bon chemin en menaçant les «Petits», en cas d'échec à Nice, de poursuivre l'aventure européenne en marge du traité et à quelques-uns. **Traquenard.** Lionel Jospin a ensuite pris le relais en se demandant à qui profitait la construction communautaire. Aux Grands ou aux Petits? Selon un diplomate, Lionel Jospin aurait pris à partie successivement Jean-Claude Juncker et le Portugais Antonio Guterres, en leur lançant, en substance: que seriez-vous sans l'Union? Croyez-vous que le poids de chaque pays au sein du Conseil des ministres, l'organe qui vote les «lois» européennes? Les dix «Petits» se sont révoltés contre la volonté des cinq Grands (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Ita-

lie et Espagne) de réduire leur influence au sein de ces deux institutions clés. «Ce que vous voulez, c'est le pouvoir.»

Guy Verhofstadt, Premier ministre belge, aux cinq «grands» pays

belge, Guy Verhofstadt, s'est emporté: «Ce que vous voulez, c'est le pouvoir.» Ambiance. Les petits pays ont eu l'impression de tomber dans un traquenard, les cinq Grands semblant s'être concertés: pour la première fois, en effet, l'Allemagne, l'Espagne et la Grande-Bretagne ont annoncé qu'elles étaient prêtes à renoncer à leurs deux commissaires dans le cadre d'une Commission plafonnée et d'une rotation assurant à chaque pays une représentation à tour de rôle. Mais, en échange de ce «sacrifice», les Grands ont rappelé leur exigence d'un fort rééquilibrage des voix dont ils disposent lors des votes à la majorité qualifiée au Conseil des ministres, afin que leur poids démographique soit mieux reflété. Car, dans le cadre d'une Union élargie à une trentaine d'Etats membres, le système actuel permettrait à une coalition de

pays représentant moins de la moitié de la population d'imposer une décision aux six Grands (en incluant la Pologne), qui pèseront à eux seuls les trois quarts de l'Europe élargie... Démocratiquement indéfendable.

A ce moment-là, les petits pays ont pris conscience du risque désormais important que le

pouvoir soit, à terme, concentré entre les mains d'un directoire de Grands—dotés d'un confortable matelas de voix—au Conseil des ministres. Surtout qu'une Commission de quarante commissaires serait totalement inefficace et sans capacité de leur faire contrepoids.

Front affaibli. Ne vaut-il donc pas mieux se résoudre à un

exécutif réduit mais fort, en échange du maintien d'un certain équilibre des voix entre Grands et Petits? Le front des Petits est donc sorti plutôt affaibli de ce dîner-vérité. Les Pays-Bas et la Belgique se sont déjà dit prêts à bouger. Ils accepteraient par exemple qu'au-delà d'un certain nombre de nouvelles adhé-

sions, la Commission soit automatiquement réduite. La Finlande, le Portugal et le Luxembourg ont des chances de suivre. Restent les irréductibles: Grèce, Danemark, Autriche, Suède et Irlande. Une liste qui recoupe largement celle des eurosceptiques ●

NATHALIE DUBOIS
et JEAN QUATREMER

Les Basques collent aux antimondialisation

Le contre-sommet a refusé d'être parasité par les séparatistes.



Samedi à Bayonne, des Basques du mouvement de jeunes Haika se sont affrontés à la police.

Bayonne envoyés spéciaux

Samedi midi, ils étaient encore plus de 2000 à défilé à Bayonne derrière un immense drapeau basque tenu par une trentaine de militants et sous la surveillance d'un hélicoptère de la police. «Nous ne nous reconnaissons pas dans cette Europe qui ne reconnaît pas les droits fondamentaux de notre pays. Les droits du marché priment sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», avait déclaré avant le départ Arnaldo Otegi, porte-parole d'Euskal Herriarrok (vitrine politique de l'ETA). En début d'après-midi, des cocktails Molotov ont été lancés du quartier du «petit Bayonne», juste après la dispersion du cortège. Retranchés dans ce fief des séparatistes, une poignée de jeunes militants radicaux du mouvement Haika (Jeunesse indépendantiste) s'étaient déjà

violemment affrontés dans la nuit de vendredi à samedi avec les forces de l'ordre à coups de jets de pierres et de cocktails Molotov. A la suite de ces incidents, un manifestant espagnol a été interpellé et une procédure a été ouverte pour «tentative d'homicide contre fonctionnaire de police en relation avec une organisation terroriste».

Du bout des lèvres. Les organisations séparatistes basques et les trombes d'eau ont du coup gâché la fête des antimondialisation. Réunis à Bayonne pour un contre-sommet européen, les adversaires de l'Europe libérale avaient assuré un service minimum. Samedi après-midi, les manifestants, regroupés derrière une banderole «Unis pour une vraie Europe sociale», étaient moins de 2000 à défilé dans

Bayonne. «Nous n'avons pas cherché à mobiliser en masse, reconnaissait un des initiateurs. Le test pour nous sera le prochain Conseil européen à Nice, en décembre.» Les organisations qui pilotent ces manifestations, comme Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), y sont allées cette fois du bout des lèvres. Le président d'Attac, Bernard Cassen, et son secrétaire général, Pierre Tartakowski, présents dans la ville pour y animer des forums, ont repris leur avion avant même le départ du cortège. «Attac nationale n'appelle pas à cette manifestation qui est à l'initiative de notre comité local», a expliqué sèchement Bernard Cassen qui, dès son arrivée à Bayonne, recevait un message

d'Attac Espagne lui demandant de ne pas s'afficher avec les autonomistes basques. **Seule, la LCR.** Pour la même raison, le PCF, la CGT et la FSU ont préféré reprendre leurs billes en cours de route et se dissocier de cette initiative. Du coup, la LCR, avec son porte-parole Alain Krivine, constituait la seule force politique nationale de ce cortège. Krivine a, lui aussi, essuyé les critiques d'une partie de ses amis qui lui reprochaient de participer à un débat assis à la même tribune que Koldo Gorostiaga, député européen d'Euskal Herriarrok. Celui-ci n'a jamais condamné l'ETA. Avant le début du forum, le président d'Attac avait, lui, menacé de quitter la salle si le terme de prisonnier politique était employé par le député basque ●

CHRISTOPHE FORCARI